

# JOURNAL OFFICIEL

## DU TERRITOIRE DU TOGO

PARAISANT LE 1<sup>er</sup> ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ.

### ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies . . . . .	35 fr.	20 fr.
Etranger { Pays à demi-tarif . . . . .	50 fr.	30 fr.
{ Pays à plein tarif . . . . .	60 fr.	35 fr.

Prix du numéro { Au comptant, à l'imprimerie : 1. fr. 50  
Par porteur ou par la poste.  
Togo, France et Colonies : 1. fr. 75  
Etranger : Port en sus.

### ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ, TOGO.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements, annonces et réclames sont payables d'avance.

### ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne . . . . .	2 fr.
Minimum . . . . .	10 fr.
La page . . . . .	200 fr.
Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum . . . . .	10 fr.

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petite que ceux du texte du Journal.  
Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

## SOMMAIRE

### PARTIE OFFICIELLE

#### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

1944

11 avril	— Décret créant une Régie Industrielle de la Cellulose Coloniale (R. I. C. C.), (Arrêté de promulgation n° 332 Cab. du 30 juin 1944).	344
17 avril	— Décret portant attribution de la Médaille Coloniale avec agrafe « Tunisie 1942-1943 ».	347
1 <sup>er</sup> mai	— Arrêté (Colonies-Finances) fixant le régime administratif et financier de la Régie Industrielle de la Cellulose Coloniale, l'organisation de sa comptabilité et les pouvoirs dévolus au conseil d'administration. (Arrêté de promulgation n° 332 Cab. du 30 juin 1944)	345
9 mai	— Arrêté intercommissarial fixant pour la période triennale 1944-1945-1946 le minimum des fonds disponibles des caisses de réserve dans les colonies autres que la Guyane française. (Arrêté de promulgation n° 342 Cab. du 8 juillet 1944)	348
9 mai	— Décret réalisant l'uniformité des traitements des infirmières et sages-femmes coloniales. (Arrêté de promulgation n° 343 Cab. du 8 juillet 1944)	348
19 mai	— Décret déterminant, en ce qui concerne les territoires et administrations relevant de l'autorité du Commissaire aux colonies, les emplois dont les titulaires sont visés par l'ordonnance relative à l'indignité des membres des groupements anti-nationaux. (Arrêté de promulgation n° 344 Cab. du 8 juillet 1944)	349
19 mai	— Décret fixant, pour le Commissariat aux affaires sociales, services du travail et de la prévoyance sociale, la liste des emplois supérieurs visés par l'ordonnance du 21 décembre	

	— Décret fixant, pour le Commissariat aux affaires sociales, direction de la santé publique, la liste des emplois supérieurs visés par l'ordonnance du 21 décembre 1943, relative à l'indignité des membres des groupements anti-nationaux.	349
19 mai	— Décret fixant, pour le Commissariat aux affaires sociales, direction des anciens combattants et victimes de la guerre, la liste des emplois supérieurs visés par l'ordonnance du 21 décembre 1943, relative à l'indignité des membres des groupements anti-nationaux.	350
19 mai	— Décret déterminant pour le Commissariat à la justice la liste des emplois supérieurs dont les titulaires sont visés par l'ordonnance du 21 décembre 1943, relative à l'indignité des membres des groupements anti-nationaux.	350
19 mai	— Décret déterminant pour le Commissariat aux finances, la liste des emplois supérieurs visés par l'ordonnance du 21 décembre 1943, relative à l'indignité des membres des groupements anti-nationaux.	351
19 mai	— Décret déterminant, pour le Commissariat à l'éducation nationale et à la jeunesse, la liste des emplois supérieurs visés par l'ordonnance du 21 décembre 1943, relative à l'indignité des membres des groupements anti-nationaux.	352
19 mai	— Décret portant application aux services publics relevant du Commissariat aux communications et à la marine marchande, des dispositions de l'ordonnance du 21 décembre 1943 relative à l'indignité des membres des groupements anti-nationaux.	352
19 mai	— Décret déterminant, pour le Commissariat aux affaires étrangères, la liste des emplois supérieurs visés par l'ordonnance du 21 décembre 1943 relative à l'indignité des membres des groupements anti-nationaux.	353

19 mai	— Ordonnance complétant l'article 2 de l'ordonnance du 7 janvier 1944 relative à la composition du tribunal militaire d'armée. ( <i>Arrêté de promulgation N° 345 Cab. du 8 juillet 1944</i> ) . . . . .	353
25 mai	— Ordonnance relative à la journée fériée du lundi de la Pentecôte en 1944. ( <i>Arrêté de promulgation N° 333 Cab. du 30 juin 1944</i> ) . . . . .	353
29 mai	— Décret relatif à la répartition du produit des amendes et confiscations douanières au Togo. ( <i>Arrêté de promulgation N° 346 Cab. du 8 juillet 1944</i> ) . . . . .	354

## ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT

1944

19 juin	— N° 1719 SE/A. — Arrêté général modifiant l'article 13 de l'arrêté N° 3351 SE. du 18 septembre 1943 portant organisation de la lutte antiacridienne en A. O. F. et complétant cet arrêté. . . . .	356
28 juin	— N° 1804 SE. — Arrêté général fixant la valeur FOB des graines de coton d'A. O. F. récolte 1943-44. . . . .	356

## ACTES DU POUVOIR LOCAL

1944

10 juin	— N° 306 AE./1 — Arrêté portant maintien de S. I. P. de subdivisions . . . . .	357
2 juillet	— N° 295 F. — Décision accordant indemnités aux observateurs météorologistes. . . . .	357
3 juillet	— N° 338 APA. — Arrêté modifiant la composition de la délégation spéciale de la Commune mixte de Lomé . . . . .	358
7 juillet	— N° 339 APA. — Arrêté fixant le siège d'une prison à Dapango. . . . .	358
8 juillet	— N° 347 AE. — Arrêté portant ouverture de la campagne intermédiaire du cacao 1944. . . . .	358
Personnel . . . . .		359
Divers . . . . .		359

## PARTIE NON OFFICIELLE

### Avis et communications

Avis de concours	<i>Garde forestier . . . . .</i> <i>Commis du cadre local des P. T. T. du Niger . . . . .</i>	360 361
Avis au commerce, relatif à l'exportation des peaux de chèvres et moutons . . . . .		361
Domaines . . . . .		361
Nécrologie . . . . .		361

## PARTIE OFFICIELLE

### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

#### Régie industrielle de la cellulose coloniale

N° 332 Cab. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo p. i. en date du :

30 juin 1944. — Sont promulgués dans le territoire du Togo :

1° — le décret du 11 avril 1944 créant une Régie Industrielle de la Cellulose Coloniale (R.I.C.C.) ;

2° — l'arrêté (Colonies-Finances) du 1<sup>er</sup> mai 1944 fixant le régime administratif et financier de la Régie Industrielle de la Cellulose Coloniale, l'organisation de sa comptabilité et les pouvoirs dévolus au conseil d'administration.

*DECRET du 11 avril 1944 portant création d'une régie industrielle de la cellulose coloniale.*

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE,

Sur le rapport du Commissaire aux Colonies, du Commissaire aux Finances ;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale ;

Vu le décret du 2 octobre 1943, fixant l'organisation et le fonctionnement du Comité français de la Libération nationale ;

Vu le décret du 7 juin 1943, modifié par les décrets des 4 septembre et 18 octobre 1943, portant création de Commissariats du Comité français de la Libération nationale ;

Vu le décret du 23 juillet 1943, fixant les attributions du Commissariat aux Colonies ;

Vu les recommandations de la Conférence Africaine de Brazzaville ;

#### DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — En vue de continuer les essais d'utilisations nouvelles et rationnelles des ressources végétales de la France d'Outre-Mer, il est créé une Régie Industrielle de la Cellulose Coloniale, ayant pour objet exclusif l'étude et les essais d'exploitation à l'échelle industrielle des produits de la forêt et de la savane africaine, notamment en vue de la fabrication de la pâte à papier.

La régie pourra sur sa demande et après approbation du Commissaire aux Colonies, recevoir des colonies tout ou partie du matériel et des installations (ou de leur contre-valeur) achetés et exécutés soit au moyen des crédits mis à leur disposition par le Fonds de Solidarité Coloniale, soit avec les dotations attribuées à l'A. E. F. en vue de la construction d'une usine de pâte à papier.

Elle pourra dans les mêmes conditions se substituer, le cas échéant, aux colonies pour l'exécution des conventions ou marchés passés en vue de l'utilisation de ces crédits.

Certaines fractions du domaine forestier lui seront réservées.

ART. 2. — La Régie Industrielle de la Cellulose Coloniale est un établissement public, placé sous l'autorité du Commissaire aux Colonies ; elle possède la personnalité civile et l'autonomie financière, elle a provisoirement son siège à Alger. Ce siège pourra

être transféré en toute autre localité par simple décision du conseil d'administration, sous réserve de l'approbation du Commissaire aux Colonies.

ART. 3. — La Régie est administrée par un Conseil d'Administration composé de sept membres nommés et aussitôt remplacés en cas de vacance par le Commissaire aux Colonies et ainsi répartis :

Deux représentants du Commissaire aux Colonies ;  
Un représentant du Gouvernement Général de l'Afrique Equatoriale Française,

Un représentant du Commissaire aux Finances ;  
Un représentant du Commissaire au Ravitaillement et à la Production ;

Deux personnalités qualifiées par leur compétence technique ;

Le nombre des membres du Conseil pourra ultérieurement être augmenté, par décision du Commissaire aux Colonies, en accord avec le Commissaire aux Finances.

Tout administrateur peut déléguer ses pouvoirs à un autre administrateur, à effet de voter en son lieu et place. Toutefois, le mandataire ne peut avoir plus de deux voix, y compris la sienne.

Le Conseil d'Administration est renouvelable par moitié tous les trois ans. Les membres sortants peuvent être nommés à nouveau. Le Conseil d'Administration ne peut valablement délibérer que si la moitié au moins de ses membres en exercice sont présents ou représentés. Les décisions sont prises à la majorité des membres présents ou représentés. Le Président du Conseil d'Administration est désigné par le Commissaire aux Colonies. En cas de partage dans les délibérations du Conseil, la voix du Président est prépondérante. En cas d'absence du Président, ses fonctions sont assumées par le Doyen d'âge.

Le choix du Directeur Général de la Régie est effectué par le Conseil d'Administration et soumis à l'agrément du Commissaire aux Colonies.

ART. 4. — Les fonds nécessaires à l'établissement et au fonctionnement de la Régie sont fournis par le Fonds de solidarité coloniale. Jusqu'à la reprise du fonctionnement de ce Fonds, les besoins de la Régie seront couverts par des avances du Trésor remboursables par ce Fonds, dont le montant et les conditions d'attribution seront fixés par le Commissaire aux Finances en accord avec le Commissaire aux Colonies.

ART. 5. — Un état des prévisions de recettes et de dépenses est dressé pour chaque exercice par le Conseil d'Administration et soumis à l'approbation du Commissaire aux Colonies, après avis du Commissaire aux Finances. Des états complémentaires pourront être présentés dans les mêmes conditions au cours de chaque exercice.

La gestion de la Régie est soumise aux vérifications de l'Inspection des Colonies et à la Juridiction de la Cour des Comptes.

ART. 6. — Des arrêtés pris de concert par le Commissaire aux Colonies et le Commissaire aux Finances, détermineront le fonctionnement administratif et financier de la Régie et l'organisation de sa comptabilité, qui devront procéder des lois et usages du commerce, ainsi que les pouvoirs dévolus au Conseil d'Administration.

ART. 7. — Le Commissaire aux Colonies et le Commissaire aux Finances sont chargés, chacun en ce qui

le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal Officiel* de la République Française.

Alger, le 11 avril 1944.

DE GAULLE.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

*Le Commissaire aux Colonies,*  
R. PLEVEN.

*Le Commissaire aux Finances,*  
Pierre MENDES-FRANCE.

*Le Commissaire au Ravitaillement et à la Production,*  
P. GIACOBBI.

ARRETE du 1<sup>er</sup> mai 1944 fixant le régime administratif et financier de la Régie Industrielle de la Cellulose Coloniale, l'organisation de sa comptabilité et les pouvoirs dévolus au Conseil d'Administration.

LE COMMISSAIRE AUX COLONIES,

LE COMMISSAIRE AUX FINANCES,

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant création du Comité français de la Libération nationale ;

Vu le décret du 11 avril 1944, créant la Régie Industrielle de la Cellulose Coloniale (R.I.C.C.) ;

ARRETENT :

TITRE PREMIER

*Régime administratif*

ARTICLE PREMIER. — Le Conseil d'Administration dirige l'activité et règle les affaires de la Régie dans les conditions prévues aux articles suivants :

Il peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs à un Comité de Direction composé de trois membres, qui comprend obligatoirement le représentant du Commissaire aux Finances au sein du Conseil d'Administration. Le Directeur général peut assister aux séances du Conseil d'Administration et assiste à celles du Comité de Direction avec voix consultative dans les deux cas.

ART. 2. — Le Conseil d'Administration se réunit au moins tous les trois mois. Il se réunit en outre, sur la convocation de son Président ou de la moitié de ses membres ou à la demande du Comité de Direction, toutes les fois que l'intérêt de la Régie l'exige.

Le lieu de la réunion est indiqué dans la lettre de convocation. Cette réunion a lieu au siège de la Régie ou en tout autre endroit désigné de France, des colonies françaises, pays de protectorat ou territoires sous mandat français.

Le Conseil désigne la personne remplissant les fonctions de Secrétaire du Conseil d'Administration.

Les délibérations du Conseil sont constatées par des procès-verbaux inscrits sur un registre spécial et signés par le Président de la séance et le secrétaire. Une ampliation certifiée conforme par le Président de la séance est adressée sans délai au Commissaire aux Colonies. Les copies ou extraits de ces procès-verbaux à produire en justice ou ailleurs peuvent être signés par un Administrateur.

ART. 3. — Le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Régie et faire ou autoriser tous les actes et opérations

relatifs à son objet; il a notamment les pouvoirs suivants, lesquels sont énonciatifs et non limitatifs, sauf dans les cas expressément désignés:

il représente la Régie vis-à-vis des tiers et de toutes Administrations;

il fait les règlements intérieurs de la Régie;

il fait faire toutes constructions et installations et tous travaux; il crée et installe, transforme ou supprime toutes usines, tous établissements commerciaux, industriels, toutes agences ou dépôts;

il nomme ou révoque tous agents et employés de la Régie, détermine leurs traitements, salaires, remises et gratifications fixes ou proportionnels, ainsi que les autres conditions de leur admission et de leur retrait; toutefois, la nomination du Directeur général est soumise à l'agrément du Commissaire aux Colonies;

il fixe les dépenses générales d'administration et règle les approvisionnements de toutes sortes;

il touche les sommes dues à la Régie et paye celles qu'elle doit en principal, intérêts et accessoires; fait toutes remises de dettes, consent à toutes transformations de créances, accepte toutes délégations, tous gages ou nantissements;

il détermine le placement des sommes disponibles et règle l'emploi des fonds de réserve;

il souscrit, endosse, accepte et acquitte tous effets de commerce; il se fait ouvrir à toute banque, tout compte de dépôt ou compte courant et crée tous chèques et effets pour fonctionnement de ces comptes. Il autorise tout crédit ou avance; il statue sur tous traités et marchés, à forfait ou autrement rentrant dans l'objet de la Régie, contracte ou résilie toute police d'assurance;

il demande et accepte toutes concessions, fait toutes soumissions, prend part à toutes adjudications, fournit tous cautionnements et contracte à l'occasion de ces opérations, tous engagements et obligations;

il autorise toutes acquisitions, tous retraits, transferts ou aliénation de valeur, créances, brevets ou licences de brevets d'invention, établissements commerciaux ou industriels, droits mobiliers quelconques;

il consent ou accepte, modifie et résilie tous baux et locations avec ou sans promesse de vente;

il autorise toutes acquisitions, tous échanges de biens et droits immobiliers, ainsi que la vente de ceux qu'il juge inutiles;

il contracte tous emprunts par voie d'ouverture de crédit ou autrement, mais l'accord préalable du Commissaire aux Colonies et du Commissaire aux Finances est nécessaire pour la création de bons ou obligations négociables;

il consent tous nantissements, cautionnements et avals et autres garanties mobilières sur les produits de la Régie;

il exerce toutes actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant;

il autorise tous retraits, transactions, compromis, tous acquiescements et désistements, ainsi que toutes subrogations et toutes mainlevées d'inscription, saisies, oppositions et autres droits avant ou après paiement.

Le Conseil est, en outre, investi des pouvoirs et assujéti aux obligations prévus aux articles ci-après concernant les demandes de crédits ou d'apports, les retraits de fonds du Trésor et la reddition des comptes de la Régie.

ART. 4. — Le Conseil détermine les pouvoirs du Directeur général. Il lui confère pour une durée déterminée, toutes délégations nécessaires à l'adminis-

tration courante de la Régie. Le Directeur général peut être autorisé à consentir des délégations ou substitutions de pouvoirs.

Le Conseil peut, en outre, déléguer des pouvoirs spéciaux à telle personne, administrateur ou non, que bon lui semble, pour des opérations déterminées, avec faculté ou non de substitution. Le Conseil détermine les émoluments des chargés de mission auxquels il transmet à titre permanent ou temporaire, une partie de ses pouvoirs.

ART. 5. — Tous les actes concernant la Régie décidés, soit par le Conseil, soit par le Directeur général, dans le cadre de ses attributions, ainsi que les retraits de fonds ou des valeurs, les mandats sur banquiers, dépositaires, et les endos, acceptations ou acquits d'effets de commerce sont signés par le Président ou par le Directeur général, à moins d'une délégation spéciale conférée, ou par le Conseil ou par l'un d'eux à tout autre mandataire.

ART. 6. — Les Administrateurs ne contractent, à raison de leur gestion, aucune obligation personnelle ni solidaire relativement aux engagements de la Régie. Ils ne sont responsables que de l'exécution du mandat qu'ils ont reçu du Commissaire aux Colonies. Le tout sous réserves des dispositions des lois, décrets et arrêtés en vigueur.

ART. 7. — Du personnel de l'Etat ou des Colonies peut être éventuellement mis à la disposition de la R. I. C. C. et placé dans la position de service détaché; ce personnel perçoit des émoluments correspondants aux emplois occupés, émoluments qui sont à la charge de la R. I. C. C.

## TITRE II

### Régime financier

ART. 8. — Les opérations de la Régie en deniers et matières sont suivies par exercice. L'exercice est de 12 mois; il commence le 1<sup>er</sup> janvier de chaque année et se clôture le 31 décembre.

A titre exceptionnel, le premier exercice commencera à la date de publication du présent arrêté et se clôturera le 31 décembre 1945.

ART. 9. — Après approbation des états de prévision de recettes et de dépenses dans les conditions fixées à l'article 5 du décret du 11 avril 1944, le Commissaire aux Finances, sur la demande du Conseil d'administration, prend les mesures nécessaires pour que soient versées à la R.I.C.C., à son compte de dépôt sans intérêt ouvert dans les écritures du Trésor public, les avances du Trésor prévues à l'article 4 du décret précité; ces avances consenties pour le compte du Fonds de solidarité coloniale seront remboursées ultérieurement par le dit Fonds.

Les sommes disponibles en fin d'exercice sur les avances consenties à la R. I. C. C. au cours de cet exercice sont reportées et s'ajoutent à celles accordées pour l'exercice suivant.

ART. 10. — Le montant des espèces en caisse ou en banque, exception faite de sommes en compte courant au Trésor, ne pourra dépasser 1.000.000 de frs.

ART. 11. — Sur la demande du Conseil et après approbation du Commissaire aux Colonies, les Colonies remettront à la Régie, sans pouvoir prétendre à aucune indemnité, tout ou partie des installations, ou de leur contrevalet, prévues à l'article 1<sup>er</sup> du décret du 11 avril 1944.

L'estimation de la valeur de ces apports en nature sera établie après inventaire par le Conseil d'administration de la Régie et définitivement arrêtée par le Commissaire aux Colonies. Cette valeur sera prise en compte par la Régie au titre de frais de premier établissement.

ART. 12. — L'état de prévisions de recettes et de dépenses concernant un exercice doit être remis au Commissariat aux Colonies et au Commissariat aux Finances avant le 1<sup>er</sup> octobre qui précède l'ouverture de l'exercice. Les états complémentaires présentés en cours d'exercice, doivent être remis trois mois avant la date où les crédits demandés sont jugés nécessaires.

Par exception, le premier état de prévision du premier exercice sera remis en même temps que le procès-verbal de la première séance du Conseil d'administration et les crédits approuvés correspondants seront ouverts dans les 10 jours qui suivront.

Le Conseil peut, sans dépasser le montant global des crédits ouverts, apporter toute modification dans leur répartition. Il rend compte au Commissaire aux Colonies des modifications effectuées, comportant des virements de chapitres à chapitres, lors de la présentation de l'état de prévisions qui suit la modification.

Le Commissaire aux Colonies et le Commissaire aux Finances accusent réception des états de prévisions.

### TITRE III

#### Organisation comptable

ART. 13. — La comptabilité de la Régie, tenue en deniers et matières, suivant les usages du commerce, doit permettre :

a) d'une façon générale :

1<sup>o</sup> — de contrôler l'emploi des fonds qui lui ont été remis ou des apports qui lui ont été faits;

2<sup>o</sup> — de déterminer la situation active et passive de chaque exercice;

b) d'une façon plus particulière :

3<sup>o</sup> — de déterminer les prix de revient industriels et commerciaux dans chaque partie des exploitations et d'apprécier la gestion de chacune d'elles;

4<sup>o</sup> — de séparer les dépenses de premier établissement, d'exploitation, de frais d'étude et d'expérience, et d'apprécier la gestion des crédits spécialement affectés à cet effet.

ART. 14. — Le Chef de la Comptabilité est responsable devant le Conseil ou ses délégués de la sincérité des écritures.

Il soumet au Conseil ou à ses délégués un plan comptable déterminant les principaux comptes à ouvrir. Ce plan, une fois admis, est soumis par le Conseil à l'approbation du Commissaire aux Colonies et du Commissaire aux Finances. Aucun des comptes y figurant ne peut être supprimé ultérieurement, sans leur approbation. Par contre, il peut être ouvert par le Chef comptable ou ses délégués, en accord avec le Conseil ou ses délégués, autant de comptes auxiliaires nouveaux qu'il sera jugé utile pour suivre le fonctionnement élémentaire des différentes parties de la Régie.

ART. 15. — Les contrats, marchés ou commandes sont passés dans les formes ordinaires du droit privé.

Les pièces à exiger des ayants droit lors des paiements sont celles habituellement prévues par les lois et usages du commerce.

ART. 16. — Le Conseil fait procéder aux inventaires de fin d'exercice.

Il décide du taux de dépréciation ou de réappréciation qui doit être appliqué aux immobilisations et aux approvisionnements.

Il fixe les taux d'amortissement.

Dans les trois mois suivant la clôture de l'exercice, il arrête le compte de profits et pertes et le bilan, il les transmet avant expiration de ce délai au Commissaire aux Colonies. Ces pièces sont accompagnées d'un rapport proposant l'affectation des bénéfices ou des pertes et la fixation des dépenses de l'exercice à imputer définitivement aux frais d'étude et d'expérience; ce rapport propose également les prélèvements ou les affectations aux réserves et aux provisions pour études, expériences ou développement de la Régie.

Déduction faite de ces divers prélèvements, le solde du compte de profits et pertes est attribué au Fonds de solidarité coloniale, à partir du moment où les avances du Trésor visées à l'article 9 ont été intégralement remboursées.

### TITRE IV

#### Contrôle et approbation des comptes

ART. 17. — Le Commissaire aux Colonies désigne un commissaire aux comptes chargé de la vérification des comptes de fin d'exercice, sans préjudice des vérifications qui peuvent être effectuées à tout moment par l'Inspection des Colonies.

Sur le vu des pièces présentées par le Conseil d'administration et du rapport du commissaire aux comptes, le commissaire aux Colonies arrête définitivement les comptes de fin d'exercice et donne quitus aux Administrateurs pour leur gestion.

ART. 18. — La dissolution de la Régie et la désignation du liquidateur ne pourront être prononcées que par le Commissaire aux Colonies, après avis du Commissaire aux Finances.

Le solde actif ou passif de la liquidation sera attribué ou supporté par le Fonds de Solidarité coloniale, après, le cas échéant, remboursement des avances consenties à la R. I. C. C. par le Trésor.

ART. 19. — Les comptes de fin d'exercice de la Régie comportant le compte de gestion de recettes et dépenses, l'inventaire établi par postes principaux, le bilan et le compte profits et pertes appuyés des documents justificatifs utiles, sont annexés chaque année aux comptes du Fonds de Solidarité Coloniale adressés à la Cour des comptes.

Il en sera de même des comptes de liquidation en cas de dissolution de la Régie.

Alger, le 1<sup>er</sup> mai 1944.

Le Commissaire aux Colonies,

R. PLEVEN.

Le Commissaire aux Finances,  
Pierre MENDES-FRANCE.

#### Médaille coloniale

DECRET du 17 avril 1944.

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE,

Sur le rapport du Commissaire à la Guerre, du Commissaire à la Marine et du Commissaire à l'Air;

Vu l'article 75 de la loi de Finances du 26 juillet 1893 créant une Médaille Coloniale unique;

Vu l'article 5 de l'ordonnance du 7 janvier 1944 relative aux décorations décernées à l'occasion de la guerre;

## DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — La Médaille Coloniale avec agrafe « Tunisie 1942-1943 » est attribuée à tous les militaires des Forces terrestres, maritimes et aériennes ayant participé aux opérations contre les Forces armées italiennes et allemandes en Tunisie, et remplissant l'une des conditions suivantes :

1° — Avoir été blessé du fait de l'ennemi ou cité pour faits de guerre en Tunisie au cours de la campagne 1942-1943 contre les troupes de l'Axe.

2° — Entre le 19 novembre 1942 et le 15 avril 1943, avoir séjourné pendant deux mois au minimum à l'intérieur de la zone n° 1 définie par la ligne : Tabarka, Souk-el-Arba, Route de Souk-el-Arba aux Salines, voie ferrée des Salines à Tébesa jusqu'à la frontière algéro-tunisienne, frontière tunisienne (tous ces points inclus).

3° — Entre le 15 avril 1943 et le 15 mai 1943, avoir séjourné pendant toute la période à l'intérieur de la zone n° 2 définie par la ligne incluse : Cap Negro, El Abiod, Béja, Thibar, Tebourouk, Siliana, Maktar, Pichon, Kairouan, Sousse.

4° — Avoir séjourné successivement dans les zones 1 et 2 ci-dessus définies en deux périodes faisant deux mois au total.

5° — Avoir participé pendant deux mois, au moins, entre le 19 novembre 1942 et le 15 mai 1943 sur bâtiment de guerre ou de commerce à des opérations navales entre le méridien d'Alger et le méridien de Benghasi.

ART. 2. — En ce qui concerne les troupes appartenant à l'époque aux Forces Françaises Libres, l'agrafe « Tunisie 1942-1943 » est attribuée à tous les militaires des Forces terrestres, maritimes et aériennes, remplissant l'une des conditions suivantes :

1° — Avoir été blessé du fait de l'ennemi ou cité pour fait de guerre en Tunisie au cours de la campagne 1942-1943 contre les troupes de l'Axe.

2° — Avoir appartenu à la Force « L » en Tunisie, antérieurement au 15 mai 1943.

3° — Avoir appartenu à la 1<sup>re</sup> Division Française Libre, en Tunisie, antérieurement au 15 mai 1943.

ART. 3. — Les listes des militaires ayant droit à la Médaille Coloniale avec agrafe « Tunisie 1942-1943 » seront adressées aux Commissaires intéressés. Ces listes seront publiées au *Journal Officiel* de la République Française. Les brevets destinés aux ayants droit ne seront établis qu'après la fin des hostilités.

ART. 4. — Le Commissaire à la Guerre, le Commissaire à la Marine et le Commissaire à l'Air, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal Officiel* de la République Française.

Alger, le 17 avril 1944.

DE GAULLE.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

*Le Commissaire à la Guerre,*  
André DIETHELM.

*Le Commissaire à la Marine,*  
Louis JACQUINOT.

*Le Commissaire à l'Air,*  
Fernand GRENIER.

## Caisse de réserve

N° 342 Cab. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo p. i. en date du :

8 juillet 1944. — Est promulgué dans le territoire du Togo l'arrêté intercommissarial du 9 mai 1944 fixant pour la période triennale 1944-1945-1946 le minimum des fonds disponibles des caisses de réserve dans les colonies autres que la Guyane française.

LE COMMISSAIRE AUX COLONIES ET LE COMMISSAIRE AUX FINANCES,

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale;

Vu le décret du 2 octobre 1943 fixant l'organisation et le fonctionnement du Comité français de la Libération nationale;

Vu le décret du 7 juin 1943, modifié par les décrets des 4 septembre et 18 octobre 1943, portant création de Commissariats du Comité français de la Libération nationale;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des Colonies, notamment l'article 260;

Vu l'arrêté intercommissarial du 13 mars 1944 fixant le minimum des fonds disponibles des caisses de réserve de la Guyane et de l'Inde pour 1944, 1945 et 1946;

Vu les propositions des Chefs de Colonie;

## ARRETENT :

ARTICLE PREMIER. — Pour les années 1944-1945 et 1946 le minimum des fonds disponibles des caisses de réserve des diverses colonies est ainsi fixé :

1° — *Afrique Occidentale Française :*

Togo	1.000.000
------	-----------

ART. 2. — Les Chefs des Colonies et territoires intéressés sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal Officiel* de la République Française et au *Journal Officiel* de chaque territoire.

Alger, le 9 mai 1944.

*Le Commissaire aux Colonies,*  
R. PLEVEN.

*Le Commissaire aux Finances,*  
Pierre MENDES-FRANCE.

## Personnel

*Infirmières et sages-femmes coloniales*

N° 343 Cab. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo p. i. en date du :

8 juillet 1944. — Est promulgué dans le territoire du Togo le décret du 9 mai 1944 réalisant l'uniformité des traitements des infirmières et sages-femmes coloniales.

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE,

Sur le rapport du Commissaire aux Colonies;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale;

Vu le décret du 19 novembre 1937 portant création d'un corps d'infirmières et sages-femmes coloniales, ensemble les textes modificatifs;



## DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Pour compter du 1<sup>er</sup> avril 1944, les soldes de présence des infirmières et sages-femmes coloniales sont uniformément fixées ainsi qu'il suit :

Infirmière ou sage-femme hors classe . . .	36.000
Infirmière ou sage-femme principale	
de 1 <sup>re</sup> classe . . . . .	33.000
de 2 <sup>e</sup> classe . . . . .	31.000
de 3 <sup>e</sup> classe . . . . .	28.000
de 4 <sup>e</sup> classe . . . . .	26.000
Infirmière ou sage-femme de 1 <sup>re</sup> classe. . .	24.000
de 2 <sup>e</sup> classe . . . . .	22.500
de 3 <sup>e</sup> classe . . . . .	21.000
de 4 <sup>e</sup> classe . . . . .	19.500
de 5 <sup>e</sup> classe . . . . .	18.500

ART. 2. — Les dispositions de l'article 2 du décret du 19 novembre 1937 portant création d'un corps d'infirmières et sages-femmes coloniales, sont modifiées en conséquence de l'article 1<sup>er</sup> ci-dessus.

ART. 3. — Le Commissaire aux Colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal Officiel* de la République Française.

Alger, le 9 mai 1944.

DE GAULLE

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

*Le Commissaire aux Colonies,*  
R. PLEVEN.

## Groupements anti-nationaux

N° 344 Cab. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo p. i. en date du :

8 juillet 1944. — Est promulgué dans le territoire du Togo le décret du 19 mai 1944 déterminant, en ce qui concerne les territoires et administrations relevant de l'autorité du Commissaire aux Colonies, les emplois dont les titulaires sont visés par l'ordonnance relative à l'indignité des membres des groupements anti-nationaux.

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE,

Sur le rapport du Commissaire aux Colonies;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale;

Vu l'ordonnance du 21 décembre 1943, relative à l'indignité des membres des groupements anti-nationaux, notamment en son article 2;

## DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions de l'article 1<sup>er</sup> de l'ordonnance du 21 décembre 1943, sont déclarées applicables aux emplois ci-après désignés des administrations relevant du Commissariat aux Colonies :

Gouverneur Général;  
Gouverneur;  
Résident Supérieur;  
Secrétaire Général;  
Inspecteur des Colonies;

Commandant de Cercle, Chef de province, de région, de département ou de district;

Tous les magistrats de l'ordre judiciaire;

Inspecteur des Affaires Administratives;

Inspecteur du Travail;

Directeur ou Chef de Service d'un Gouvernement Général.

ART. 2. — Le Commissaire aux Colonies est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal Officiel* de la République Française.

Alger, le 19 mai 1944.

DE GAULLE.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

*Le Commissaire aux Colonies,*  
R. PLEVEN.

*DECRET du 19 mai 1944 fixant, pour le Commissariat aux Affaires Sociales, Services du travail et de la Prévoyance Sociale, la liste des emplois supérieurs visés par l'ordonnance du 21 décembre 1943, relative à l'indignité des membres des groupements anti-nationaux.*

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE,

Sur le rapport du Commissaire aux Affaires sociales;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale;

Vu le décret du 17 janvier 1944 fixant les attributions du Commissariat aux Affaires Sociales;

Vu l'ordonnance du 21 décembre 1943 relative à l'indignité des membres des groupements anti-nationaux;

## DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — La liste des emplois supérieurs prévue à l'article 2 de l'ordonnance susvisée du 21 décembre 1943 est fixée comme suit en ce qui concerne le Commissariat aux Affaires Sociales, Services du Travail et de la Prévoyance Sociale :

## I. — ADMINISTRATION CENTRALE

Tous les emplois supérieurs jusqu'au grade de sous-chef de bureau inclusivement, et assimilés.

## II. — SERVICES EXTÉRIEURS

## A) Inspection du Travail et de la Main-d'Œuvre

Tous les emplois supérieurs jusqu'au grade d'inspecteur ou d'inspectrice du travail inclusivement, et assimilés.

## B) Offices du Travail

Tous les emplois supérieurs jusqu'au grade de chef de section inclusivement, et assimilés.

## C) Services des Assurances sociales

a) Contrôle général des assurances sociales : tous emplois supérieurs jusqu'au grade de contrôleur, adjoint des assurances sociales inclusivement;

b) Caisse générale de garantie : Directeur général et agents comptables;

c) Services régionaux des assurances sociales et Services départementaux assimilés : tous emplois supérieurs jusqu'au grade de chef de section inclusivement.

d) Caisses départementales et interdépartementales d'assurances sociales et toutes Unions de Caisses : tous emplois supérieurs dont la nomination est soumise à l'agrément du ou des Ministres intéressés.

ART. 2. — Le Commissaire aux Affaires sociales est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal Officiel* de la République Française.

Alger, le 19 mai 1944.

DE GAULLE.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

*Le Commissaire aux Affaires sociales,*  
A. TIXIER.

*DECRET du 19 mai 1944 fixant, pour le Commissariat aux Affaires Sociales, Direction de la Santé Publique, la liste des emplois supérieurs visés par l'ordonnance du 21 décembre 1943, relative à l'indignité des membres des groupements anti-nationaux.*

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE,

Sur le rapport du Commissaire aux Affaires sociales;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale;

Vu le décret du 17 janvier 1944 fixant les attributions du Commissariat aux Affaires sociales;

Vu l'ordonnance du 21 décembre 1943 relative à l'indignité des membres des groupements anti-nationaux;

#### DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — La liste des emplois supérieurs prévue à l'article 2 de l'ordonnance susvisée du 21 décembre 1943 est fixée comme suit en ce qui concerne le Commissariat aux Affaires Sociales, Direction de la Santé Publique :

##### I. — ADMINISTRATION CENTRALE

Tous les emplois supérieurs jusqu'au grade de sous-chef de bureau inclusivement, et assimilés.

##### II. — SERVICES EXTÉRIEURS

###### A) Assistance Publique de la Seine

Directeur de l'Assistance Publique de la Seine;  
Secrétaire Général de la Santé et de l'Assistance de la région de Paris.

###### B) Directions régionales de la Santé et de l'Assistance

Directeurs régionaux de la Santé et de l'Assistance.

###### C) Services départementaux de la Santé et de l'Assistance

Inspecteurs et Inspecteurs-adjoints de la Santé;  
Inspecteurs administratifs et Inspecteurs administratifs-adjoints de l'Assistance.

###### D) Services techniques

Directeurs de l'Institut d'Hygiène;  
Médecins et Directeurs des Hôpitaux Psychiatriques;

Médecins et Directeurs des sanatoriums et préventoriums publics.

ART. 2. — Le Commissaire aux Affaires sociales est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal Officiel* de la République Française.

Alger, le 19 mai 1944.

DE GAULLE.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

*Le Commissaire aux Affaires sociales,*  
A. TIXIER.

*DECRET du 19 mai 1944 fixant, pour le Commissariat aux Affaires Sociales, Direction des Anciens Combattants et Victimes de la Guerre, la liste des emplois supérieurs visés par l'ordonnance du 21 décembre 1943, relative à l'indignité des membres des groupements anti-nationaux.*

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE,

Sur le rapport du Commissaire aux Affaires sociales;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale;

Vu le décret du 17 janvier 1944 fixant les attributions du Commissariat aux Affaires sociales;

Vu l'ordonnance du 21 décembre 1943 relative à l'indignité des membres des groupements anti-nationaux;

#### DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — La liste des emplois supérieurs prévue à l'article 2 de l'ordonnance susvisée du 21 décembre 1943 est fixée comme suit en ce qui concerne le Commissariat aux Affaires Sociales, Direction des Anciens Combattants et Victimes de la Guerre :

##### I. — ADMINISTRATION CENTRALE

Tous les emplois supérieurs jusqu'au grade de sous-chef de bureau inclusivement, et assimilés.

##### II. — SERVICES EXTÉRIEURS

###### A) Sections départementales des pensions

Tous les emplois supérieurs jusqu'au grade de sous-chef de bureau inclusivement, et assimilés.

###### B) Offices départementaux des Mutilés, Combattants, Victimes de la Guerre et Pupilles de la nation

Secrétaires généraux et Secrétaires adjoints.

###### C) Centres de réforme et centres d'appareillage

Tous les emplois supérieurs jusqu'au grade de sous-chef de bureau inclusivement, et assimilés.

Gestionnaires des centres de réforme et des centres d'appareillage.

###### D) Centres d'hébergement des invalides

Tous les emplois supérieurs jusqu'au grade de sous-chef de bureau inclusivement, et assimilés.

Gestionnaires.

ART. 2. — Le Commissaire aux Affaires sociales est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal Officiel* de la République Française.

Alger, le 19 mai 1944.

DE GAULLE.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

*Le Commissaire aux Affaires sociales,*  
A. TIXIER.



*DECRET du 19 mai 1944 déterminant pour le Commissariat à la Justice la liste des emplois supérieurs dont les titulaires sont visés par l'ordonnance relative à l'indignité des membres des groupements anti-nationaux.*

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE,

Sur le rapport du Commissaire à la Justice;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale;

Vu l'ordonnance du 21 décembre 1943 relative à l'indignité des membres des groupements anti-nationaux;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont compris dans les titulaires d'emplois supérieurs, visés à l'article 1<sup>er</sup> de l'ordonnance du 21 décembre 1943, relative à l'indignité des membres des groupements anti-nationaux, tous les magistrats de l'ordre administratif ou judiciaire ou assimilés.

ART. 2. — Le Commissaire à la Justice est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal Officiel* de la République Française.

Alger, le 19 mai 1944.

DE GAULLE.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

*Le Commissaire à la Justice,*  
François DE MENTHON.

*DECRET du 19 mai 1944 déterminant, pour le Commissariat aux Finances, la liste des emplois supérieurs visés par l'ordonnance du 21 décembre 1943, relative à l'indignité des membres des groupements anti-nationaux.*

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE,

Sur le rapport du Commissaire aux Finances;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale;

Vu l'ordonnance du 21 décembre 1943 relative à l'indignité des membres des groupements anti-nationaux;

Vu le décret du 23 juillet 1943 fixant les attributions du Commissaire aux Finances;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — La liste des emplois supérieurs dont les titulaires sont visés par l'article 2 de l'ordonnance susvisée du 21 décembre 1943 est arrêtée ainsi qu'il suit :

1<sup>o</sup> — *Inspection des Finances :*

Inspecteur Général;  
Inspecteur;

2<sup>o</sup> — *Cour des Comptes :*

Premier Président;  
Président de Chambre;  
Procureur Général;  
Conseiller Maître;  
Conseiller référendaire;  
Greffier en Chef;

3<sup>o</sup> — *Administration Centrale :*

Secrétaire Général;  
Directeur Général;  
Directeur;  
Directeur Adjoint;  
Chef de Service;  
Sous-Directeur;  
Administrateur;  
Chef de Division;  
Chef de Bureau;  
Sous-Chef de Service;  
Sous-Chef de Bureau;  
Chef de section;

4<sup>o</sup> — *Régies financières (Services extérieurs) :*

Directeur;  
Sous-Directeur;  
Inspecteur principal;  
Inspecteur général des cultures et des manufactures;  
Contrôleur principal des manufactures;  
Ingénieur en Chef des manufactures;  
Ingénieur des manufactures;  
Entreposeur principal.

5<sup>o</sup> — *Service du Trésor :*

Trésorier payeur général;  
Trésorier payeur général de l'Algérie et pays de protectorat;  
Trésorier payeur colonial;  
Payeur Principal de la Trésorerie d'Algérie;  
Payeur Particulier de la Trésorerie d'Algérie Chef de Comptabilité;  
Receveur des Finances;  
Receveur — Percepteur;

6<sup>o</sup> — *Contrôles de l'Economie Générale :*

Directeur;  
Sous-Directeur;  
Inspecteur Principal;

7<sup>o</sup> — *Autres Services :*

Chef du Séquestre des biens ennemis;  
Chef de Service administratif (Monnaies et Médailles);  
Caissier Agent comptable des Monnaies et Médailles;  
Contrôleur principal des Monnaies et Médailles;  
Chef du service de la Comptabilité, du personnel et du contrôle de l'Imprimerie Nationale;  
Agent Comptable de l'Imprimerie Nationale.

ART. 2. — Le Commissaire aux Finances est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal Officiel* de la République Française.

Alger, le 19 mai 1944.

DE GAULLE.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

*Le Commissaire aux Finances,*  
Pierre MENDES-FRANCE.

*DECRET du 19 mai 1944 déterminant, pour le Commissariat à l'Education nationale et à la Jeunesse, la liste des emplois supérieurs visés par l'ordonnance du 21 décembre 1943 relative à l'indignité des membres des groupements anti-nationaux.*

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE,

Sur le rapport du Commissaire à l'Education nationale et à la Jeunesse;

Vu l'ordonnance du 21 décembre 1943 relative à l'indignité des membres des groupements anti-nationaux;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Dans les services dépendant du Commissariat à l'Education nationale et à la Jeunesse, sont considérés comme emplois supérieurs pour l'application de l'ordonnance du 21 décembre 1943, les emplois suivants :

a) *Administration centrale :*

Tous les emplois jusqu'au grade de sous-chef de service et assimilés;

b) *Enseignement supérieur :*

Recteurs,

Directeurs, sous-directeurs, administrateurs des établissements d'enseignement supérieur et des bibliothèques d'Etat,

Professeurs titulaires, maîtres de conférences, chargés de cours;

c) *Enseignement du second degré :*

Vice-recteurs,

Inspecteurs d'académie,

Proviseurs, directeurs de lycées, principaux de collèges classiques, directeurs de collèges modernes, directrices de cours secondaires de jeunes filles,

Censeurs,

d) *Enseignement du premier degré :*

Inspecteurs primaires,

Directeurs d'écoles normales ou d'instituts de formation professionnelle, secrétaires d'inspection académique, directeurs d'écoles;

e) *Enseignement professionnel :*

Directeurs des différentes écoles professionnelles et techniques,

Inspecteurs départementaux de l'Enseignement technique;

f) *Jeunesse et sports :*

Inspecteurs généraux et régionaux,

Chefs de services régionaux;

g) *Beaux-Arts :*

Inspecteurs généraux et inspecteurs de tous ordres,

Directeurs, conservateurs, administrateurs généraux, chefs de services administratifs et secrétaires généraux de tous ordres et de tous établissements relevant de la Direction des Beaux-Arts.

ART. 2. — Le Commissaire à l'Education nationale et à la Jeunesse est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal Officiel* de la République Française.

Alger, le 19 mai 1944.

DE GAULLE.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

*Le Commissaire à l'Education nationale  
et à la Jeunesse,*

René CAPITANT.

*DECRET du 19 mai 1944 portant application aux services publics relevant du Commissariat aux Communications et à la Marine marchande des dispositions de l'ordonnance du 21 décembre 1943, relative à l'indignité des membres des groupements anti-nationaux.*

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE,

Sur le rapport du Commissaire aux Communications et à la Marine marchande;

Vu l'ordonnance du 21 décembre 1943 relative à l'indignité des membres des groupements anti-nationaux;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — La liste des emplois supérieurs prévue à l'article 2 de l'ordonnance susvisée du 21 décembre 1943 est déterminée comme suit en ce qui concerne le Commissariat aux Communications et à la Marine marchande :

a) *Administration centrale des Communications et de la Marine marchande :*

Tous les emplois supérieurs jusqu'au grade de sous-chef de bureau, inclusivement.

b) *Services extérieurs des Communications :*

1<sup>o</sup> — *Travaux et transports.* — Tous les emplois supérieurs jusqu'aux grades ci-après, inclusivement :  
Ingénieurs des Ponts et Chaussées ou assimilés (cadre normal et cadre latéral);

Inspecteurs principaux des Transports;  
Officiers de port.

2<sup>o</sup> — *P. T. T.* — Tous les emplois supérieurs jusqu'aux grades ci-après, inclusivement :

Inspecteurs;

Ingénieurs;

Receveurs de 2<sup>e</sup> classe.

c) *Marine marchande.* — Administrateurs de l'Inspection maritime de tous grades.

d) *Offices, établissements publics ou écoles dépendant du Commissariat aux Communications et à la Marine marchande :*

Directeurs;

Sous-directeurs;

Secrétaires généraux.

e) *S. N. C. F., Chemins de fer d'Etat concédés, affermés ou en régie :*

Ensemble du personnel dit « hors statut » ou assimilés.

ART. 2. — Le Commissaire aux Communications et à la Marine marchande est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal Officiel* de la République Française.

Alger, le 19 mai 1944.

DE GAULLE.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

*Le Commissaire aux Communications  
et à la Marine marchande,*

René MAYER.

**DECRET du 19 mai 1944 déterminant, pour le Commissariat aux Affaires étrangères, la liste des emplois supérieurs visés par l'ordonnance du 21 décembre 1943 relative à l'indignité des membres des groupements anti-nationaux.**

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE,

Sur le rapport du Commissaire aux Affaires étrangères;  
Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale;

Vu l'ordonnance du 18 août 1943 modifiée par l'ordonnance du 6 décembre 1943 instituant une commission d'épuration auprès du Comité français de la Libération nationale;

Vu l'ordonnance du 21 décembre 1943 relative à l'indignité des membres des groupements anti-nationaux;

#### DECRETE :

**ARTICLE PREMIER.** — Les emplois supérieurs du Commissariat aux Affaires étrangères ne pouvant être occupés par les fonctionnaires visés par l'ordonnance du 21 décembre 1943 relative à l'indignité des membres des groupements anti-nationaux tels qu'ils sont définis par cette ordonnance sont les suivants :

a) *Administration centrale* : directeurs, sous-directeurs, chefs de services, chefs de division, sous-chefs de division, chefs de bureau, sous-chefs de bureau;

b) *Services extérieurs* : tous les emplois à partir de ceux d'attachés d'ambassade et vice-consuls.

**ART. 2.** — Le Commissaire aux Affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal Officiel* de la République Française.

Alger, le 19 mai 1944.

DE GAULLE.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

*Le Commissaire aux Affaires étrangères,*  
MASSIGLI.

#### Tribunal militaire d'armée

N° 345 Cab. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo p. i. en date du :

8 juillet 1944. — Est promulguée dans le territoire du Togo l'ordonnance du 19 mai 1944 complétant l'article 2 de l'ordonnance du 7 janvier 1944 relative à la composition du tribunal militaire d'armée.

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE,

Sur le rapport du Commissaire à la Guerre;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale;

Vu l'ordonnance du 7 janvier 1944 relative à la composition du Tribunal Militaire d'Armée;

Le Comité juridique entendu;

#### ORDONNE :

**ARTICLE PREMIER.** — L'article 2 de l'ordonnance du 7 janvier 1944, relative à la composition du Tribunal Militaire d'Armée, est ainsi complété :

« L'Officier Général désigné pour exercer les fonctions de Juge d'instruction militaire, peut donner commission rogatoire au Juge d'Instruction ordinaire du Tribunal Militaire d'Armée ou à ses substituts.

« L'Officier Général désigné pour exercer les fonctions de Commissaire du Gouvernement peut être assisté d'un ou de plusieurs officiers des cadres de la Justice Militaire.

« Un Officier Général peut être désigné pour exercer près de lui les fonctions de substitut ou le remplacer en cas d'empêchement.

« L'Officier Général substitut et les Officiers de Justice militaire assistant seront nommés par le Commissaire à la Guerre.

**ART. 2.** — La présente ordonnance sera publiée au *Journal Officiel* de la République Française et exécutée comme loi.

Alger, le 19 mai 1944.

DE GAULLE.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

*Le Commissaire à la Guerre,*  
André DIETHELM.

*Le Commissaire à l'Air,*  
Fernand GRENIER.

*Le Commissaire à la Marine,*  
Louis JACQUINOT.

*Le Commissaire aux Affaires étrangères,*  
MASSIGLI.

*Le Commissaire à l'Intérieur,*  
Emmanuel D'ASTIER.

*Le Commissaire aux Colonies,*  
R. PLEVEN.

*Le Commissaire à la Justice,*  
François DE MENTHON.

#### Fêtes

#### Lundi de Pentecôte 1944

N° 333 Cab. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo p. i. en date du :

30 juin 1944. — Est promulguée dans le territoire du Togo l'ordonnance du 25 mai 1944 relative à la journée fériée du lundi de la Pentecôte en 1944.

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE,

Sur le rapport du Commissaire aux Affaires sociales;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale;

Vu la loi du 8 mars 1886 déclarant jours fériés légaux le lundi de Pâques et le lundi de la Pentecôte;

Vu le chapitre IV, sections 2 et 3 du livre II du Code du travail;

Le Comité juridique entendu;

#### ORDONNE :

**ARTICLE PREMIER.** — A titre exceptionnel, et en raison des nécessités de l'effort de guerre, le lundi de la Pentecôte n'est pas, en 1944, jour férié légal, au point de vue de la réglementation du travail.

**ART. 2.** — Les présentes dispositions n'entraînent aucune dérogation aux règles sur les délais et forclusions non plus qu'à celles concernant les échéances et les protêts en matière d'effets de commerce.

**ART. 3.** — Il sera procédé à la publication d'urgence de la présente ordonnance, dans les formes prévues par l'ordonnance du 18 janvier 1817.

ART. 4. — La présente ordonnance, qui est applicable à tous les territoires relevant de l'autorité du Comité français de la Libération nationale, sera publiée au *Journal Officiel* de la République Française et exécutée comme loi.

Alger, le 25 mai 1944.

DE GAULLE.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

*Le Commissaire aux Affaires Sociales,*

A. TIXIER.

*Le commissaire aux affaires étrangères,*

MASSIGLI.

*Le Commissaire aux Colonies,*

R. PLEVEN.

#### Amendes et confiscations douanières

N° 346 Cab. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo p. i. en date du :

8 juillet 1944. — Est promulgué dans le territoire du Togo le décret du 29 mai 1944 relatif à la répartition du produit des amendes et confiscations douanières au Togo.

#### LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE,

Sur le rapport du Commissaire aux colonies;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale;

Vu le décret du 2 octobre 1943, fixant l'organisation et le fonctionnement du Comité français de la Libération nationale;

Vu le décret du 7 juin 1943, modifié par les décrets des 4 septembre et 18 octobre 1943, portant création de commissariats du Comité français de la Libération nationale;

Vu le décret du 23 juillet 1943, fixant les attributions du Commissaire aux colonies;

Vu le décret du 23 mars 1921, déterminant les pouvoirs et les attributions du commissaire de la République au Togo, modifié par le décret du 21 février 1925;

Vu les décrets des 31 décembre 1889, 9 septembre 1912, 28 juillet 1920, 18 octobre 1928 et 8 avril 1939, relatifs au mode de répartition dans la métropole du produit des amendes et confiscations en matière de douane;

Vu le décret du 11 novembre 1926, portant réglementation douanière dans le territoire du Togo placé sous mandat de la France, complété par l'ordonnance du 15 novembre 1943;

Vu le décret du 25 janvier 1935, portant répartition du produit des amendes et confiscations en matière de douane au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

#### DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le produit des amendes et confiscations pour infractions aux lois de douane supportera, avant tout partage, les prélèvements suivants :

1° — Les droits et taxes d'entrée afférents aux marchandises étrangères saisies, lorsque celles-ci sont remises aux contrevenants, pour importations;

2° — Les frais non recouverts sur les prévenus.

Le surplus formera le produit disponible.

L'indicateur, s'il en existe, recevra le tiers de ce produit lorsqu'il aura fourni un avis ayant amené directement la découverte de la fraude. Dans le cas contraire, sa part sera réduite à une proportion correspondant à l'utilité des renseignements fournis. Dans le cas de plusieurs avis directs fournis avant la saisie, le tiers du produit sera réparti entre les aviseurs, en proportion de la valeur de leurs indications respectives.

La part de l'indicateur ne pourra être supérieure à 20.000 francs sauf décision contraire du commissaire de la République prise après avis du chef du service des douanes; dans ce dernier cas, elle pourra être comprise entre 20.000 francs et la part qui reviendrait normalement à l'ayant droit, par application des dispositions de l'alinéa précédent, s'il n'y avait pas limitation.

La somme restant à répartir après ces divers prélèvements constituera le produit net.

ART. 2. — Ce produit sera attribué ainsi qu'il suit :

50% au budget local;

20% au fonds commun;

6% aux chefs;

24% aux saisissants et intervenants.

Les sommes revenant à chacun des ayants droit à la répartition ne pourront, pour une même affaire, être supérieures à 2.000 francs pour les chefs, à 4.000 frs. pour les saisissants et à 2.000 francs pour les intervenants, sauf décision contraire du commissaire de la République prise après avis du chef du service des douanes; dans ce dernier cas, la somme à attribuer aux ayants droit pourra être comprise entre l'un des maxima ainsi fixés et la part qui leur reviendrait normalement s'il n'y avait pas limitation.

Ce mode de répartition est indistinctement applicable quelle que soit la qualité des saisissants, sauf les exceptions prévues au dernier paragraphe de l'article 3 et au paragraphe 2 de l'article 12 du présent décret.

ART. 3. — La part réservée au fonds commun s'augmentera :

1° — Des parts des chefs et des saisissants, lorsqu'il n'y aura ni chefs, ni saisissants admissibles au partage;

2° — De la part des chefs exclus par leur grade de la répartition;

3° — Des parts des saisissants, lorsque la découverte de la fraude sera due uniquement, mais pour les saisies du bureau seulement, à une indication absolument précise ou à des instructions spéciales émanant des chefs locaux ou de l'administration supérieure;

4° — Des parts des ayants droit, lorsque les circonstances de la saisie auront révélé à leur charge de graves négligences ou des fautes de service;

5° — Des sommes qui, en vertu du paragraphe 2 de l'article 2, n'auront pas été attribuées aux chefs et aux saisissants;

6° — De la part de l'indicateur, lorsque celui-ci sera exclu de la répartition comme instigateur ou complice de la fraude ou encore lorsqu'il aura renoncé à toucher sa part;

7° — De la différence entre la part du transmetteur d'avis et celle de l'indicateur conformément aux dispositions de l'article 8 ci-après;

8° — Des parts des chefs et des saisissants, lorsque le produit net de l'affaire n'atteindra pas 50 frs.

9° — De la fraction de la part de l'indicateur représentant les versements anticipés dont celui-ci aurait bénéficié conformément à l'article 13 ci-après.

Par contre, et sous réserve de l'application des dispositions du paragraphe 2 de l'article 2, les 20% attribués au fonds commun seront ajoutés à la masse des saisissants lorsque la saisie aura été opérée uniquement par des personnes étrangères à l'administration.

ART. 4. — Le fonds commun des saisies est centralisé et conservé en consignation par le chef du bureau des douanes de Lomé pour être ensuite attribué aux ayants droit.

Le fonds commun est attribué, sur la proposition du chef du service des douanes, par le commissaire de la République :

1° — aux employés qui se seront signalés par des actes de courage et de dévouement à l'occasion de rébellion ou faits quelconques de contrebande;

2° — aux agents des deux services qui auront contribué le plus officieusement à la répression de la fraude, aux employés de bureau chargés de la suite des affaires contentieuses et, en général, aux agents de tous grades ayant utilement contribué à la perception des droits et à la sauvegarde des intérêts du Trésor;

3° — aux personnes étrangères à l'administration qui ayant aidé à la constatation d'actes de fraude n'auront pu obtenir sur le produit des affaires une rétribution en rapport avec les résultats procurés.

Sous réserve de l'approbation du commissaire de la République, des parts de fonds commun ayant le caractère de gratifications exceptionnelles peuvent être versées par anticipation aux agents ainsi qu'aux personnes étrangères à l'administration, qui, dans les conditions indiquées aux paragraphes qui précèdent, se sont acquis des titres à une récompense immédiate. Des parts de fonds commun peuvent également être versées aux indicateurs par anticipation à titre d'avance sur répartition, sous réserve de remboursement au moment de la répartition du produit de l'affaire, dans les conditions prévues par l'article 13 ci-après.

ART. 5. — Le partage des 6% réservés aux chefs aura lieu par portions égales :

1° — Pour les saisies de bureau entre le chef de bureau et le chef de visite ou de section, s'il y a lieu;

2° — Pour les saisies de campagne, entre le chef de bureau, le capitaine, le lieutenant et le sous-officier ou préposé chef de poste.

Si la part afférente à un grade ne peut être attribuée, faute d'ayant droit, elle profite aux autres chefs.

Le chef de bureau a droit à une part s'il est à la fois poursuivant et dépositaire. Si les attributions sont divisées, il est accordé une demi-part au poursuivant et une demi-part au dépositaire. Lorsqu'il y aura plusieurs poursuivants, ils se partageront par portions égales la demi-part afférente à cette fonction. Lorsqu'il y aura plusieurs dépositaires, ils se partageront la demi-part en proportion de la valeur des objets déposés et de la durée du dépôt.

La part du chef de bureau exclu par son grade sera, conformément aux dispositions de l'article 3, 2°, versée au fonds commun. Toutefois, la moitié de la part de poursuivant revenant au chef de bureau sera attribuée, le cas échéant, à l'agent qui aura effectivement représenté l'administration devant le tribunal.

ART. 6. — L'employé qui a des droits à la répartition comme chef et comme saisissant reçoit les parts qui lui reviennent à ce double titre. Toutefois, les agents du cadre supérieur, non admissibles, par mesure générale, au partage des 6% attribués aux chefs, ne reçoivent que la part du saisissant.

ART. 7. — Le partage entre les saisissants, préposés ou étrangers à l'administration aura lieu par tête et sans acception de grade. Toutefois, lorsqu'une même fonction aura été remplie successivement par

deux ou plusieurs ayants droit, il ne leur sera attribué qu'une seule part qui se divisera entre eux. Les mêmes dispositions seront applicables en ce qui concerne les intervenants, dont la rétribution est fixée à la moitié de celle des saisissants.

Les agents des brigades qui auront été appelés régulièrement à coopérer aux saisies effectuées dans les bureaux auront droit à une part d'intervenant. Dans le cas où la constatation de l'infraction résulterait de l'initiative ou des investigations personnelles de l'agent des brigades, celui-ci recevrait une part de saisissant.

ART. 8. — Ne seront admis au partage comme saisissants que ceux qui auront effectivement procédé à la saisie, ou, si l'infraction est poursuivie par d'autres voies de droit, ceux qui en auront rapporté les preuves complètes.

Seront considérés comme intervenants ceux qui auront participé utilement aux opérations qui ont précédé, accompagné ou suivi la saisie et ceux qui auront procuré des preuves utiles de l'infraction.

Lorsque la qualité de saisissant ou d'intervenant ne résultera que d'un procès-verbal ou d'un acte authentique, elle devra être établie par un état certifié par le chef de bureau et approuvé par le chef du service des douanes.

Les transmetteurs d'avis seront admis au partage pour une part de saisissant ou d'intervenant selon que l'avis sera direct ou indirect. Lorsque la part du transmetteur d'avis, ainsi calculée, excédera la part de l'indicateur, la différence entre le montant des deux parts sera reversée au fonds commun.

ART. 9. — Lorsque les employés d'un service étranger auront pris part à la saisie concurremment avec des préposés des douanes, on établira la répartition générale suivant les règles indiquées ci-dessus, puis les parts afférentes aux agents étrangers, calculées par tête, seront, lorsque les règlements du service intéressé le comporteront, réunies en une masse qui sera remise entre les mains des comptables de leur service ou des conseils d'administration des corps de troupe pour être distribuées aux ayants droit.

ART. 10. — En ce qui concerne la sous-répartition aux agents des douanes des amendes prononcées dans les affaires suivies à la requête des autres administrations, le prélèvement au profit du budget local reste fixé à 50% du produit net. Ce prélèvement sera effectué par l'administration des douanes lorsque l'administration poursuivante n'y aura pas elle-même procédé.

La somme à répartir sera ensuite divisée en 50 parties, dont 20 au fonds commun, 6 aux chefs et 24 aux saisissants.

ART. 11. — Dans les saisies auxquelles auront pris part des militaires, les chefs militaires ne seront admis à la répartition qu'autant qu'ils auront personnellement concouru à la saisie. Lorsque la saisie aura été effectuée uniquement par des militaires, le chef qui aura dirigé leur action obtiendra, outre une part de saisissant, sa part dans les 6%. Il en sera de même dans les saisies opérées par des militaires en concours avec des préposés.

ART. 12. — Les amendes pour simple opposition aux fonctions seront réparties dans la forme indiquée à l'article 2.

Dans le partage des amendes prononcées pour rébellion, la part des chefs et celle du fonds commun

seront réunies à la masse des saisissants, laquelle reviendra exclusivement à ceux qui auront subi les violences et voies de fait; les agents ou autres personnes qui ont prêté secours à ceux qui ont eu à souffrir de la rébellion peuvent recevoir une part d'intéressant.

ART. 13. — Aucun versement ne sera fait aux saisissants et autres ayants droit sur des sommes provenant de confiscations ou d'amendes avant que les transactions aient été approuvées par qui de droit ou que les jugements de condamnation aient acquis force de chose jugée. Aucune répartition ne pourra être faite sans l'autorisation du chef du service des douanes.

Toutefois, le chef du service des douanes peut autoriser, sur la demande des ayants droit, le versement anticipé aux indicateurs, par prélèvement sur le fonds commun, de sommes pouvant s'élever à 75% de leur part éventuelle. Lors de la répartition du produit de l'affaire, la fraction de la part de l'indicateur représentant des versements anticipés est reversée au fonds commun, conformément à l'article 3, 9°, ci-dessus.

ART. 14. — La répartition des amendes pour infraction au règlement des acquits à caution est soumise aux règles suivantes :

1° — lorsque l'infraction résultera uniquement du défaut de rapport du certificat de décharge ou du défaut d'accomplissement dans les délais des engagements souscrits, il n'y aura pas de saisissants admissibles au partage. Les 6% représentant la part des chefs seront seuls répartis. Ils seront attribués, par moitié, au chef de bureau poursuivant et à l'agent qui aura personnellement signalé la non rentrée de l'acquit;

2° — lorsqu'il s'agira d'autres infractions, la répartition sera effectuée conformément aux règles tracées par les articles précédents.

ART. 15. — Le produit de la vente des marchandises confisquées et celui des amendes récupérées sont conservés en consignation par le chef du bureau des douanes jusqu'au moment de la répartition effectuée par le chef du service des douanes.

ART. 16. — Le Commissaire aux colonies est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal Officiel* de la République française.

Alger, le 29 mai 1944.

DE GAULLE.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :  
*Le Commissaire aux Colonies,*  
R. PLEVEN.

## ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT

### Lutte antiacridienne

ARRETE N° 1719 SE./A. du 19 juin 1944.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,  
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,  
HAUT-COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 18 octobre 1904 portant réorganisation du Gouvernement général de l'A. O. F., modifié par les décrets du 4 décembre 1920 et 30 mars 1925;

Vu le décret du 2 mars 1910, portant règlement sur la solde et les accessoires des fonctionnaires coloniaux, modifié par le décret du 27 septembre 1943;

Vu l'arrêté N° 3351 SE. du 18 septembre 1943 portant organisation de la lutte antiacridienne en A. O. F.;

La Commission permanente du Conseil de Gouvernement entendue;

## ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 13 de l'arrêté n° 3351 SE. du 18 septembre 1943 est supprimé et remplacé par l'article suivant :

« Conformément à la réglementation en vigueur, des indemnités forfaitaires pour travaux supplémentaires seront allouées, durant les périodes de défense effective contre les acridiens, aux fonctionnaires et agents nommés chef de bureau antiacridien en plus de leurs charges ou emplois habituels.

Les autres fonctionnaires ou agents qui seront appelés à prendre une part effective aux travaux de défense pourront lorsqu'ils auront déployé une activité dépassant sensiblement leurs obligations permanentes, recevoir des indemnités horaires pour travaux supplémentaires, s'ils ne perçoivent pas à cette occasion des indemnités de déplacement.

ART. 2. — Des récompenses dont les taux seront proposés par l'autorité locale, pourront être accordées par le Gouverneur général après avis de l'Inspection générale de l'Agriculture, à toute personne étrangère à l'administration, s'étant particulièrement distinguée durant les périodes de défense effective contre les acridiens.

ART. 3. — En prévision des périodes de défense effective contre les acridiens du personnel européen et indigène pourra être recruté sur proposition du Chef du Service Antiacridien.

Les taux d'engagement de ce personnel seront fixés :  
par le Gouverneur général pour ce qui concerne les Européens;

par l'autorité locale pour les Indigènes.

ART. 4. — La main-d'œuvre employée pour la lutte antiacridienne sera rétribuée conformément à la réglementation locale concernant la main-d'œuvre réquisitionnée.

ART. 5. — Le personnel et la main-d'œuvre militaire appelés à coopérer à la lutte contre les acridiens percevront les indemnités prévues à la réglementation militaire en vigueur.

ART. 6. — Le Secrétaire général du Gouvernement général, les Gouverneurs des Colonies du Groupe, le Commissaire de la République au Togo sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera communiqué partout où besoin sera.

Dakar, le 19 Juin 1944.

Pour le Gouverneur général empêché,  
*Le Gouverneur des Colonies,*

Secrétaire général p. i. du Gouvernement général  
Chargé de l'expédition des affaires courantes,  
DIGO.

## Colon

ARRETE N° 1804 SE. du 28 juin 1944.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,  
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904 portant réorganisation du Gouvernement général de l'A. O. F., et les actes subséquents qui l'ont modifié;

Vu la loi du 14 mars 1942 complétant, modifiant et codifiant le régime des prix dans les Territoires relevant du Secrétariat d'Etat aux Colonies;

Vu l'arrêté N° 1680 AE. du 3 mai 1943 modifiant l'article 2 de la loi précitée du 14 mars 1942;



**ARRETE :**

ARTICLE PREMIER. — La valeur FOB tous ports d'embarquement des produits ci-dessous désignés, provenant de la récolte 1943-44 et destinés à l'exportation hors de l'A. O. F., est fixée ainsi qu'il suit à la tonne ensachée.

Graines de coton . . . . . 1.000 francs.

ART. 2. — Les Gouverneurs du Dahomey, du Togo et de la Côte d'Ivoire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Dakar, le 28 Juin 1944.

*Pour le Gouverneur général en tournée,  
Le Gouverneur des Colonies,  
Secrétaire général p. i. du Gouvernement général  
Chargé de l'expédition des affaires courantes,  
DIGO.*

**ACTES DU POUVOIR LOCAL****Sociétés indigènes de prévoyance**

ARRETE N° 306 AE./1 du 10 juin 1944.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 relatif au mode de publication et promulgation au Togo des textes réglementaires;

Vu le décret du 3 novembre 1934 relatif aux Sociétés Indigènes de Prévoyance modifié par décrets des 31 juillet 1937 et 18 septembre 1938;

Vu l'arrêté 552 du 7 octobre 1937 réglant au Togo le fonctionnement des Sociétés Indigènes de Prévoyance;

Vu le décret du 28 février 1944 portant modification à l'organisation des Sociétés Indigènes de Prévoyance au Togo;

Vu l'arrêté n° 305 AE./1 du 10 juin 1944 portant maintien des Sociétés Indigènes de Prévoyance des Cercles d'Anécho et Mango et création de la Société Indigène de Prévoyance du Cercle de Sokodé;

Vu l'avis exprimé par la Commission Centrale de Surveillance des Sociétés Indigènes de Prévoyance en sa séance du 14 avril 1944;

Vu la lettre n° 2818 SE./P. du 12 mai 1944 du Gouverneur général Haut-Commissaire de la République au Togo et sous réserve de son approbation;

**ARRETE :**

ARTICLE PREMIER. — Est prononcé le maintien des Sociétés Indigènes de Prévoyance des Subdivisions de Lomé, Tsévié, Atakpamé et Palimé.

Les chefs de subdivision en demeurent les Présidents.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 10 Juin 1944.

J. NOUTARY.

(Approuvé par arrêté général N° 1790 SE./P. du 27 juin 1944).

**Indemnités**

DECISION N° 295 F. du 2 juillet 1944.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté du 21 août 1932 fixant l'organisation, le fonctionnement et les attributions du service météorologique du Togo et tous les textes qui l'ont complété;

Vu les arrêtés des 1<sup>er</sup> septembre 1933, 3 février 1937, 25 septembre 1940, 27 juin 1941 et 1<sup>er</sup> mars 1944 créant, complétant ou modifiant le réseau des stations météorologiques du territoire;

Vu les décisions des 19 janvier 1934, 23 juillet 1937 nommant les observateurs des stations météorologiques ainsi que tous les textes qui les ont complétées;

Vu l'arrêté du 30 mars 1938 relatif aux suppléments de fonction et indemnités;

Vu l'arrêté N° 70 F. du 5 février 1944 fixant à nouveau la réglementation des indemnités pour travaux et heures supplémentaires;

Sur la proposition du Chef du service météorologique;

**DECIDE :**

ARTICLE PREMIER. — Les indemnités forfaitaires prévues à l'annexe à l'arrêté N° 70 F. du 5 février 1944 parag. a (service météorologique) sont accordées pour l'année 1944 aux observateurs météorologistes ci-après :

Palimé : Le médecin-chef de la subdivision sanitaire.

Klouto : Le préposé chef du poste des douanes.

Nuatja : Le secrétaire du chef de canton.

Pagouda : Le médecin-chef de la subdivision sanitaire.

Bassari : Le chef de la subdivision administrative.

Anécho : L'agent spécial.

Aklakou : Le maître indigène chargé de l'école.

Daye-Kakpa : Le maître indigène chargé de l'école.

Amlamé : Le maître indigène chargé de l'école.

Kpessi : Le maître indigène chargé de l'école.

Lama-Kara : Le maître indigène chargé de l'école.

Yégué : Le maître indigène chargé de l'école.

Mission-Tové : Le maître indigène chargé de l'école.

Kpélé-Goudévé : Le maître indigène chargé de l'école.

Okou : Le maître indigène chargé de l'école.

Guérin-Kouka : Le maître indigène chargé de l'école.

Kandé : Le maître indigène chargé de l'école.

Dapango : Le maître indigène chargé de l'école.

Tchamba : Le maître indigène chargé de l'école.

Tsévié : L'Aide-médecin indigène chargé du dispensaire.

Atitogon : L'Infirmier indigène chargé du dispensaire.

Tabligbo : L'Infirmier indigène chargé du dispensaire.

Kitchibo : L'Infirmier indigène chargé du dispensaire.

Tchékpo-Dédékpô : l'Infirmier indigène chargé du dispensaire.

Assahoun : Le chef de gare indigène.

Agbélouvé : Le chef de gare indigène.

Blitta : Le chef de gare indigène.

Glékové : Le chef de gare indigène.

Togblékové : l'Agent forestier indigène.

ART. 2. — L'indemnité forfaitaire prévue à l'annexe à l'arrêté n° 70 F. du 5 février 1944 parag. c, est accordée pour l'année 1944 à l'observateur météorologiste ci-après :

Alédjo : Le Révérend Père Chef de la Mission Catholique.

ART. 3. — La présente décision qui aura effet pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1944 sera enregistrée, publiée et communiquée partout où besoin sera.

Lomé, le 2 Juillet 1944.

*Pour le Commissaire de la République au Togo  
en tournée,*

*Le Secrétaire Général,  
chargé de l'expédition des affaires  
courantes et urgentes,*

H. GAUDILLOT.

#### Commune-mixte de Lomé

N° 338 A. P. A. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo p. i. pris en conseil d'administration le :

3 juillet 1944. — La composition de la délégation spéciale, remplaçant la commission municipale de la Commune-Mixte de Lomé est modifiée comme suit :

1° — *Membres titulaires citoyens français :*

M. Huard, Directeur de l'Union Electrique Coloniale, en remplacement de M. Trosselly, démissionnaire.

Le reste sans changement.

#### Prison

ARRETE N° 339 A. P. A. du 7 juillet 1944.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,  
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 356 A. P. du 24 juin 1943 portant modification à l'arrêté n° 488 du 1<sup>er</sup> septembre 1933 réorganisant le régime pénitentiaire indigène au Togo;

Vu l'arrêté n° 512 du 15 septembre 1933 fixant le siège des prisons et déterminant l'affectation de certaines d'entre elles;

Vu l'arrêté n° 733 A. P. A. du 19 décembre 1942 portant constitution du Cercle de Mango;

Sur la proposition du Commandant du Cercle de Mango;

Vu l'avis de la commission de surveillance des prisons;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Il est créé une prison au chef-lieu de la subdivision de Dapango.

ART. 2. — Cette prison fonctionnera dans les conditions fixées par les articles 2 et 3 de l'arrêté n° 512 du 15 septembre 1933 susvisé.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 7 Juillet 1944.

*Pour le Commissaire de la République au Togo  
en tournée,*

*Le Secrétaire Général,  
chargé de l'expédition des affaires  
courantes et urgentes,*

H. GAUDILLOT.

#### Cacao

ARRETE N° 347 AE. du 8 juillet 1944.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,  
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu la loi du 14 mars 1942 et tous textes ultérieurs s'y rapportant;

Vu le télégramme 127-SEP. du 17 avril 1944 du Gouverneur général;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La campagne d'achat de cacao de la récolte intermédiaire 1944 est ouverte du 15 juillet au 30 août 1944.

ART. 2. — Les prix aux producteurs seront les suivants :

Agou . . . . .	3.707	Palimé . . . . .	3.672
Atakpamé . . . . .	3.720	Badou . . . . .	3.110

Les prix aux intermédiaires seront ceux aux producteurs augmentés de 150 frs. de commission et 25 frs. de manutention aux lieux d'achat.

Dans les centres autres que ceux ci-dessus les prix seront fixés par les chefs de circonscription compte tenu des frais de transports routiers à raison de 5 frs. la tonne kilométrique.

ART. 3. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera rendu immédiatement applicable par voie d'affichage à la Mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et subdivisions intéressés ainsi que dans les bureaux des P. T. T.

Lomé, le 8 Juillet 1944.

*Pour le Commissaire de la République au Togo  
en tournée,*

*Le Secrétaire général  
chargé de l'expédition des affaires  
courantes et urgentes,*

H. GAUDILLOT.

**ACTES CONCERNANT LE PERSONNEL****ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT****Mutation**

N° 1786 p./3 — Par décision du Gouverneur général de l'A. O. F. en date du :

27 juin 1944. — M. Baranger, contrôleur de 2<sup>e</sup> cl. du cadre métropolitain des Contributions Directes, en service à la Circonscription de Dakar, est mis à la disposition du Commissaire de la République au Togo.

**ACTES DU POUVOIR LOCAL****PERSONNEL EUROPEEN****Nomination**

Par décision N° 292 p. du :

30 juin 1944. — M. Pic Joseph, administrateur de 1<sup>re</sup> classe des colonies, Commandant du Cercle de Mango est chargé d'assurer provisoirement les fonctions d'agent spécial et de secrétaire-trésorier de la S. I. P. de Mango jusqu'à l'arrivée du titulaire.

**PERSONNEL INDIGÈNE****Nominations**

Par arrêté N° 331 p. du :

27 juin 1944. — Sont nommés pour compter du 1<sup>er</sup> juillet 1944 dans les cadres locaux indigènes des Travaux Publics et des Chemins de Fer du Togo :

*Au grade de Maître-ouvrier de 7<sup>e</sup> classe des T. P.*

M. Kouassi Nicolas, ouvrier de 1<sup>re</sup> classe des Travaux Publics.

*Au grade de Chef mécanicien de 7<sup>e</sup> classe des C. F. T.*

M. Akakpo Siaboadé, mécanicien de 1<sup>re</sup> cl. des C.F.T.

**Ancienneté pour services militaires**

Par arrêté N° 330 p. du :

27 juin 1944. — Une bonification d'ancienneté pour services militaires de 3 ans 1 mois 19 jours est accordée dans son emploi actuel à l'ouvrier de 4<sup>e</sup> cl. des Chemins de Fer du Togo, Afangbom Emmanuel.

**Affectation**

Par décision N° 296 p. du :

7 juillet 1944. — Le maître-ouvrier de 5<sup>e</sup> classe d'Almeida Léopold, en service à Sokodé, est affecté au Garage Central à Lomé.

**Suspension de fonctions**

Par arrêté N° 340 p. du :

7 juillet 1944. — Sont et demeurent rapportées les dispositions de l'arrêté n° 173/p. du 31 mars 1944 portant suspension de fonctions du Chef d'équipe de 4<sup>e</sup> classe des C. F. T. Adoté Alphonse, en service à la 8<sup>e</sup> Brigade du Chemin de fer.

Par arrêté N° 349 p. du :

9 juillet 1944. — Sont abrogées pour compter de la date de la signature du présent arrêté, en ce qui concerne le Caporal garde-frontière 2<sup>e</sup> échelon Soglo François, les dispositions de l'arrêté n° 160 p. du 25 Mars 1944 portant suspension de fonctions.

Le Caporal garde-frontière Soglo François est remis à la disposition du Chef du Service des Douanes.

**Retraites**

Par arrêté N° 336 p. du :

3 juin 1944. — L'Infirmier-major de 1<sup>re</sup> classe Sodji Florence, en service à Lomé, est admis à la retraite pour invalidité, pour compter du 1<sup>er</sup> octobre 1944.

Par arrêté N° 337 p. du :

3 juillet 1944. — Le maître-ouvrier de 6<sup>e</sup> classe des Travaux Publics, Lawson Têvi Latévi, en service à Lomé, est admis, sur sa demande, à faire valoir ses droits à la retraite, pour compter du 1<sup>er</sup> octobre 1944.

Par arrêté N° 350 p. du :

9 juillet 1944. — Sont admis d'office à faire valoir leurs droits à la retraite pour compter du 1<sup>er</sup> Janvier 1945 :

Boehm Chrysostome, Instituteur ordinaire de 1<sup>re</sup> cl., en service à Palimé;

Pognon Michel, Instituteur ordinaire de 2<sup>e</sup> classe, en service à Lomé;

Kouami Joseph, Moniteur de 1<sup>re</sup> classe, en service à Lomé.

**DIVERS****Enseignement****ECOLE EUROPÉENNE DE LOMÉ**

Certificat d'Études Primaires Élémentaires

SESSION DE 1944

Liste des candidats admis classés par ordre de mérite

- 1<sup>er</sup> — Nassar (Jean, Assad, Georges).
- 2<sup>e</sup> — Pierre (Michel).
- 3<sup>e</sup> — De Guise (Andrée, Juliette).
- 4<sup>e</sup> — Renard (Lucien, Louis).

**Rôles**

Par arrêté N° 328 c. d. du :

26 juin 1944. — Est approuvé et rendu exécutoire le rôle primitif N° 1 d'impôt cédulaire et d'impôt général sur le revenu et contribution exceptionnelle de guerre, afférents à l'exercice 1944.

Rôle N° 1 — Lomé-Trésor . . . . .	332.523
soit : Impôt cédulaire et général	
sur le revenu . . . . .	206.747
Contribution exceptionnelle	
de guerre . . . . .	125.776

La date de mise en recouvrement est fixée au 28 juin 1944.

Par arrêté N° 348 C. D. du :

9 juillet 1944. — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles supplémentaires d'impôts cédulaires et d'impôt général sur le revenu et contribution exceptionnelle de guerre afférents à l'exercice 1944 dont le détail suit :

Rôle N° 2 — Agence Lomé . . . . .	14.879
— 3 — Agence Tsévié . . . . .	6.569
— 4 — Agence Anécho . . . . .	22.792
— 5 — Agence Atakpamé . . . . .	23.047
— 6 — Agence Palimé . . . . .	13.975
— 7 — Agence Sokodé . . . . .	17.018
— 8 — Agence Bassari . . . . .	12.850
— 9 — Agence Lama-Kara . . . . .	10.731
— 10 — Agence Mango . . . . .	25.700
— 11 — Trésor Lomé . . . . .	19.402
Total . . . . .	166.963

La date de mise en recouvrement est fixée au 15 Juillet 1944.

#### Secours

*ERRATUM à l'arrêté N° 237 du 21 Avril 1942 portant renouvellement de secours temporaire.*

*Au lieu de :*

Le secours temporaire de 1.200 francs par an, renouvelable tous les 3 ans accordé à M. Georges Messan, tuteur légal des orphelins d'un Commis d'Administration du Cadre Local Indigène du Togo, décédé à Lomé le 28 décembre 1937, est renouvelé pour une période de trois ans.

Ce secours est payable trimestriellement et à terme échu.

*Lire :*

Le secours temporaire de 1.200 francs par an, renouvelable tous les 3 ans accordé à M. Akouété Paulin, tuteur légal des orphelins d'un Commis d'Administration du Cadre Local Indigène du Togo, décédé à Lomé le 28 décembre 1937, est renouvelé pour une période de trois ans.

Ce secours est payable trimestriellement et à terme échu.

Le présent erratum aura effet pour compter du 1<sup>er</sup> Octobre 1943.

#### Service du Wharf

#### Equipe de Kroumen

Par arrêté N° 341 T. P. T. du :

7 juillet 1944. — Une avance de Vingt mille francs (20.000 frs.) renouvelable et scindable en deux mandats de 10.000 francs est mise à la disposition de M. Lugan, Chef de gare après 66 mois, Chef du Service du Wharf en résidence à Lomé en vue d'assurer le paiement des dépenses d'entretien de l'équipe de Kroumen, affectée au Service du Wharf.

M. Lugan aura droit à l'indemnité prévue par l'arrêté n° 4338 F. du 31 décembre 1943.

Les avances faites au compte du budget des Transports de P. A. O. F. seront justifiées conformément

aux prescriptions de l'article 149 du décret du 30 décembre 1912.

Le présent arrêté annule l'arrêté n° 284 T. P. T. du 30 mai 1944.

#### Sociétés indigènes de prévoyance

Par décision N° 281 AE./1 du :

24 juin 1944. — M. Zèle, Administrateur-délégué des Etablissements R. Eychenne, Vice-Président de la Chambre de Commerce de Lomé, est nommé membre représentant du Commerce à la Commission Centrale de Surveillance des Sociétés Indigènes de Prévoyance du Togo.

## PARTIE NON OFFICIELLE

### AVIS ET COMMUNICATIONS

#### Avis de concours

##### Garde forestier

Un concours pour l'emploi de garde forestier sera ouvert à Lomé (Togo) le 5 octobre 1944.

Le nombre de places mises au concours est fixé à quatorze.

Les conditions d'admission sont les suivantes :

1° — Etre français (citoyen, sujet ou administré sous mandat français);

2° — Etre âgé de 21 ans au moins et de 30 ans au plus, cette limite maximum pouvant être prorogée jusqu'à 35 ans d'une durée égale à celle des services militaires ou civils donnant droit à pension.

3° — Avoir au minimum 1m,66 de taille;

4° — Etre titulaire du certificat d'études primaires élémentaires;

5° — Avoir satisfait à un concours comportant les épreuves suivantes :

a) Une épreuve d'orthographe portant sur une dizaine de lignes d'un texte en français;

b) Une épreuve d'arithmétique portant sur les quatre opérations (addition, soustraction, multiplication, division);

c) Une épreuve de lecture à haute voix d'un texte français avec explication de certains mots courants.

Chaque épreuve est notée de 0 à 20. Tout candidat qui n'aura pas totalisé 30 points sera éliminé.

Toutefois, les candidats anciens tirailleurs ou anciens miliciens ayant accompli au moins trois années de service, mais n'ayant pas quitté l'Armée ou la Milice depuis plus de trois ans, pourront prendre part au concours sans être titulaire du certificat d'études primaires élémentaires.

Les candidats doivent fournir en même temps que leur demande :

a) Copie du diplôme du certificat d'études primaires élémentaires;

b) Copie de l'acte de naissance ou toute pièce en tenant lieu;

c) Une pièce d'identité avec photographie;

d) Certificat de bonnes vie et mœurs ayant moins de trois mois de date;

e) Extrait du casier judiciaire ayant moins de trois mois de date;

f) Certificat de visite et de contre-visite médical constatant son aptitude physique au service actif (Le certificat médical devra porter la mention de la taille). Cette pièce doit avoir moins de trois mois de date.

g) Etat signalétique et des services militaires où toute pièce en tenant lieu;

h) Pour ceux qui ne sont pas anciens tirailleurs ou anciens miliciens :

Un certificat constatant qu'ils ont subi avec succès les épreuves d'éducation physique inscrites au tableau des performances en usage dans l'Armée;

Les demandes d'inscription et les dossiers seront adressés à Monsieur le Commissaire de la République à Lomé avant le 15 septembre 1944.

Pour tous renseignements, s'adresser au bureau du Personnel à Lomé.

#### *Commis du cadre local des P. T. T. du Niger*

Un concours pour le recrutement de six commis stagiaires du cadre local des P. T. T. du Niger aura lieu dans les centres de Bobo-Dioulasso, Porto-Novo, Lomé, Niamey et Zinder, les 15 et 16 septembre 1944.

Nul ne peut être admis à prendre part à ce concours s'il ne réunit les conditions suivantes :

- 1° — Etre citoyen ou sujet français;
- 2° — Etre âgé de 19 ans au moins et de 30 ans au plus; cette limite pouvant, sans dépasser 35 ans, être prorogée d'une durée égale à celle des services militaires ou civils auxiliaires;
- 3° — Avoir satisfait aux obligations militaires s'il est âgé de 20 ans au plus;
- 4° — Etre titulaire du certificat d'études primaires élémentaires.

Les demandes d'inscription, accompagnées du dossier réglementaire comprenant :

- 1° — Extrait d'acte de naissance ou jugement supplétif en tenant lieu;
- 2° — Etat signalétique et des services militaires ou carte de position militaire;
- 3° — Pour les auxiliaires en service, relevé des services certifiés par le Chef du service employeur;
- 4° — Copie du certificat d'études élémentaires;
- 5° — Certificat de visite et contre-visite constatant l'aptitude physique du candidat;
- 6° — Extrait du casier judiciaire;
- 7° — Certificat de bonnes vie et mœurs;

doivent parvenir au Gouverneur du Niger (Cabinet Personnel) à Niamey avant le 1<sup>er</sup> septembre 1944.

Le concours comporte les épreuves suivantes :

#### *Epreuves obligatoires*

- |  |         |
|--|---------|
| Dictée (servant en même temps d'écriture)                          | 1 heure |
| Rédaction  | 1 h.1/2 |
| Arithmétique (2 problèmes sur les 4 règles et le système métrique) | 1 h.1/2 |
| Géographie (Colonies Françaises d'Afrique)                         | 1 heure |
| Dessin (reproduction d'un état imprimé)                            | 1 heure |

#### *Epreuves facultatives*

- |                         |          |
|-------------------------|----------|
| Poste — 1 question      | 1 heure. |
| Télégraphe — 1 question |          |

## **Avis au commerce**

Le Commerce est informé que les dispositions de l'arrêté 3.680 s.E. du 16 octobre 1943, publié au Journal Officiel de l'A. O. F. du 31 octobre 1943, concernant l'exportation des peaux de chèvres et moutons tannées ou non\* seront appliquées à compter du 1<sup>er</sup> septembre 1944.

En conséquence, à partir du 1<sup>er</sup> septembre 1944, les autorisations d'exportation pour ces produits ne seront délivrées qu'aux Commerçants régulièrement inscrits au Syndicat des Exportateurs des cuirs et peaux de l'Ouest Africain.

## **DOMAINES.**

### **Avis de demande d'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo**

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente immatriculation, es mains du conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du tribunal civil de Lomé.

Suivant réquisition, n° 1281, déposée le 27 Juin 1944 le sieur Adotévie Mathias Sagbo profession d'employé de commerce, demeurant et domicilié à Lomé, Cercle de Lomé, agissant en son nom personnel comme propriétaire, majeur, non interdit, jouissant de ses droits civils, selon son statut personnel indigène et vouloir opter à la législation française a demandé l'immatriculation au livre foncier du Territoire du Togo, d'un immeuble rural, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, complanté de cocotiers d'une contenance totale de 2 hectares 19 ares 64 centiares situé à Dékpo, Cercle de Lomé, borné au Nord par Gadjehou Foli, au Sud par Louis Sossa, à l'Est par Félix Ahouga, Eclou Amégavi, Adjévi Edo, Sikiliki Gbéka et à l'Ouest par Adjévi Dovi.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Le conservateur de la propriété foncière p. l.,  
R. de GUISE,

Etude du Maître Raymond VIALE, Avocat-défenseur à LOMÉ

## **Avis de perte**

Avis est donné de la perte du Titre Foncier numéro Soixante sept (N° 67) du Cercle de Klouto, appartenant à la dame Francisca Dédé Amégashie.

Pour première insertion.

(Art. 99 du Décret du 24 Juillet 1906).

## **NÉCROLOGIE**

Le Commissaire de la République au Togo a le regret de faire part du décès de l'Infirmier-Major de 1<sup>re</sup> classe Abbey William, survenu le 27 Juin 1944 à l'hôpital de Lomé.